

ADIEU A LA RÉVOLUTION

par

TOMAS IBANEZ

Quelle est la relation entre l'anarchisme d'une part et la révolution sociale d'autre part ?

En fait le mouvement anarchiste réel a tranché la question depuis longtemps et, dans un certain sens, on peut dire que le débat « révolution, oui ou non » est un débat déphasé, ou, si vous préférez, un débat pour *dinosaures idéologiques* au nombre desquels, évidemment, je m'inclus.

Je prétends que *le concept de révolution est antithétique ou incompatible avec la pensée anarchiste, dans la mesure même où il est porteur d'une série de conséquences ou d'effets nécessairement liberticides.*

Il ne s'agit pas, bien au contraire, de mettre en cause le « *désir de révolution* », en tant qu'il constitue un élément fondamental de la sensibilité social-émancipatrice et de la pensée utopique ou même de toute exigence éthique.

Les libertaires et, avec eux, des millions de gens rêvent plus ou moins vaguement d'une *mutation sociale* qui déboucherait sur une société radicalement différente de celles que nous connaissons. Ce rêve constitue en fait un élément de l'imaginaire social depuis le temps, pas très éloigné, où l'on découvrit que les formes sociales sont des formes socio-

historiques, c'est-à-dire des formes relatives, et qu'il est donc concevable d'agir sur elles pour les modifier volontairement. Désirer activement vivre dans un « ailleurs » par rapport au social-institué que nous connaissons constitue certainement un impératif de toute éthique.

Ce n'est donc pas le *désir de révolution* qui est en cause. Bien au contraire, le désir de révolution constitue un élément fondamental de toute pensée critique et il fait pleinement partie de l'indispensable utopie libertaire.

Ce qui fait sérieusement problème, c'est le *projet de révolution*. C'est-à-dire l'élaboration politique ou stratégique du *désir de révolution*, sa traduction concrète au niveau d'une conception et d'une pratique socio-politique qui se veulent libertaires. Ce qui fait sérieusement problème, c'est la constitution du désir de révolution en un projet rationnel, élaboré, articulé, servant de moteur à l'efficacité de l'action individuelle ou collective, car le *désir de révolution devient alors, nécessairement, une entreprise totalitaire et un instrument de domination*.

Pourquoi le projet révolutionnaire est-il opposé à ce que l'on pourrait considérer comme l'essence même de la pensée anarchiste ?

Ce n'est pas là une question liée à l'aspect *insurrectionnel* ou non de la révolution.

En effet, le recours à la violence constitue souvent la seule issue valable face à certaines situations, et je ne suis pas de ceux qui voient dans l'usage de la violence une « tare » qui dénature irrémédiablement toute action à visée émancipatrice. Il est vrai que les moyens ou les instruments utilisés ne sont *jamais* neutres et que l'usage de la violence *implique nécessairement* des effets spécifiques ; mais tous les moyens que nous pouvons utiliser sont chargés d'effets secondaires non désirés et non contrôlés. L'anathème lancé contre la violence des dominés ne paraît pas justifiable, à moins qu'il ne vise une éventuelle « stratégie de la violence », auquel cas je le jugerais acceptable.

Au-delà de l'aspect insurrectionnel ou non de la révolution, ce qui est en cause touche à une question plus fondamentale, *liée à la logique même* du concept de révolution.

Une analyse historique de l'émergence et du développement du concept de révolution sociale nous montrerait à quel point ce concept a été marqué par le modèle scientifique propre de la mécanique classique et à quel point il est tributaire de l'idéologie scientiste, déterministe et dominatrice qui imprègne le modèle scientifique galiléo-newtonien. Lappo Berti (1) a réalisé cette analyse dans un excellent article paru dans la revue *Aut-Aut*, je n'aborderai donc pas ce point de détail et je me contenterai de signaler que le concept de révolution a été fondamentalement utile, au niveau historique, pour les desseins de la bourgeoisie et, plus généralement, pour *les desseins de toute entreprise de conquête du pouvoir politique*.

Cet aspect suffirait à lui seul à jeter un doute sur la prétendue pertinence libertaire du concept de révolution ; mais ce qui m'intéresse c'est de signaler d'autres aspects et pour cela il est nécessaire de préciser certaines caractéristiques du concept de révolution.

Une révolution ne se ramène certainement pas à une simple transformation de la société, il faut spécifier au moins cinq éléments supplémentaires pour rendre compte du concept de révolution :

1. - c'est une transformation relativement *brusque et rapide*, sans quoi les termes de « révolution » et « d'évolution » seraient interchangeables ;
2. - c'est une transformation *radicale*, sans quoi on parlerait de simple aménagement ou de « réforme » sociale ;
3. - c'est une transformation *orientée* ou finalisée, car les libertaires ne sont pas des « démocrates primaires », ils ne se satisfont pas de la notion de réalisation du désir majoritaire des gens et ils exigent que la révolution, pour être « authentique », se conforme à leurs propres critères ;
4. - c'est une transformation *globale*, qui affecte toute la société, sans quoi il ne s'agirait que d'une prothèse sociale localisée ;
5. - enfin, au niveau d'un projet politique, la révolution se constitue forcément en *objectif transcendant*. En

(1) BERTI L., « Rivoluzione o... ? », *Aut-Aut*, juin 1980, Milano.

effet, les effets attribués à sa réalisation sont suffisamment importants pour que cet objectif, la révolution, se situe à un niveau qualitativement distinct des autres objectifs et qu'il les relègue dans une situation de subordination hiérarchique.

Si nous analysons les diverses conséquences qui découlent des cinq caractéristiques énoncées, il est facile de voir pourquoi l'idée de révolution devient incompatible avec l'anarchisme dès l'instant où elle prend la forme d'un projet politique, c'est-à-dire d'un projet *virtuellement* réalisable et qui oriente la pratique social-antagoniste des libertaires.

Très brièvement, je signalerais trois de ces raisons :

• 1. — L'idée de révolution, en tant qu'objectif transcendantal, en tant qu'objectif supraordonné, réintroduit forcément un élément *théologique* dans la pensée libertaire. Cet objectif suprême rend légitime le sacrifice du présent au futur, du temps concrètement vécu au temps purement idéal, il légitime le sacrifice de la vie à l'idée, pour ne pas parler d'autres sacrifices qui s'étendent de l'auto-sacrifice militant jusqu'au sacrifice d'autrui, en passant par le sacrifice, ou la mise entre parenthèses, des « principes ». Dès l'instant où il y a un objectif transcendant, un but suprême, une valeur située dans le temps futur, *tous les sacrifices sont permis*. Si la révolution peut s'accomplir au moyen d'une stratégie, quelle qu'elle soit, il est clair que nous ne pourrions pas nous dire libertaires si nous ne tentions pas de la réaliser — coûte que coûte —. Les milliers de morts quotidiens que provoque la société instituée, les innombrables souffrances et humiliations de chaque instant, l'injustice permanente ne nous laissent pas le choix. Si la révolution est inscrite comme conséquence possible d'une stratégie, *rien* ne peut justifier le renoncement à cette stratégie. L'affirmation selon laquelle « la fin ne justifie pas les moyens » perd dans ce contexte toute signification autre que moraliste et pieuse. Qu'importent les justifications si le résultat constitue la fin de la barbarie ? Il s'agit certainement d'un vieux débat, mais ceux qui croyaient vraiment que la révolution pouvait être une conséquence directe de leurs actions avaient raison de « piétiner » les « bons sentiments » des libertaires. Il faut effectivement choisir entre la croyance au projet révolutionnaire d'une part et « l'idéologie » libertaire d'autre part. On ne peut pas être libertaire et développer un

projet révolutionnaire, car celui-ci nie l'ensemble des valeurs libertaires. Ne pas l'avoir compris a conduit les libertaires de la première moitié du siècle à d'incroyables apories, ouvrant un fossé entre leurs pratiques et leur idéologie.

• 2. — L'idée de révolution, en tant que projet global et totalisant, concernant l'ensemble d'une société donnée, est forcément un projet totalitaire car il « noue » en un même nœud l'ensemble des trajectoires individuelles et subordonne le local au général.

En effet la société est un *système*, au sens fort du terme ; toutes ses parties interagissent les unes sur les autres et sont interreliées. La société est plus que la somme de ses parties mais elle est aussi *moins* que la somme de ses parties car, du simple fait d'être insérée dans un système, chaque partie subit des contraintes qui limitent l'expression de ses propriétés. Le « projet révolutionnaire » comporte aussi un « projet de société ». En effet il ne s'agit pas d'un simple projet négatif visant à détruire sans plus le social institué ; il comporte l'offre d'un système social alternatif. Par conséquent le projet révolutionnaire se présente comme un projet qui va affecter, qu'il le veuille ou non, l'existence de *chacune* des parties qui composent la société, que ces parties veuillent ou non s'accommoder du projet de société conçu par les « révolutionnaires ». Un projet de société peut être conçu de manière à maximiser la liberté et l'autonomie de chacun des éléments sociaux *mais* chaque élément doit être *compatible* avec l'ensemble, et cet ensemble assure précisément la compatibilité en exerçant sur lui les opérations matérielles et idéologiques nécessaires. Le modèle de société véhiculé par un projet révolutionnaire est donc un modèle pour *tous*. On peut douter que le propre de l'action libertaire soit de promouvoir un système social, quel qu'il soit, dans la mesure où, par définition, ce système sera localement contraignant.

• 3. — Enfin, l'idée de révolution implique la croyance au *déterminisme social*, c'est-à-dire la croyance que la société est une espèce de machine régie par des lois et sur laquelle on peut appliquer certaines actions causales pour produire des effets contrôlés et prévisibles. Sans cette croyance le « projet révolutionnaire » n'a pas de sens, car une stratégie ne peut s'élaborer que sur la base d'une liaison causale entre les opérations réalisées et les conséquences produites, ou du moins

sur la base d'une croyance dans ce caractère causal. Cela revient à ignorer tout simplement que la société est un système auto-organisateur, et donc un système fortement imprévisible dans ses réactions et dans son fonctionnement. Cela revient aussi, mais c'est une autre question, à accepter un modèle de connaissance du social basé sur le contrôle de l'objet à connaître, c'est-à-dire basé sur le *contrôle social*.

En définitive, la pensée libertaire ne peut plus abriter en son sein le concept de révolution et elle doit abandonner l'usage même du terme « révolution ».

L'activité pratique des libertaires peut, éventuellement, déclencher ou provoquer une révolution, mais jamais comme résultat d'un effet recherché, jamais comme aboutissement d'un projet rationnel et cohérent.

Le « désir de révolution » et « l'utopie » qui sous-tendent les pratiques libertaires constituent de puissants éléments de changement social. Ils peuvent forcer le système social à se restructurer sans que l'on sache très bien comment ni pourquoi. Par chance, ni les libertaires, ni personne ne domine suffisamment les mécanismes et les régulations sociales pour pouvoir en contrôler et en diriger le cours volontairement.

Pour conclure, je voudrais rappeler que l'anarchisme est un *système en devenir*, un système essentiellement évolutif ; il était plein d'insuffisances et de traces autoritaires à ses origines, il continue à en avoir aujourd'hui. Dans une perspective *d'anarchisme critique*, il s'agit, pour ainsi dire, « d'améliorer » l'anarchisme jour après jour en le débarrassant progressivement de ses contenus autoritaires.

Aujourd'hui le progrès de la pensée anarchiste passe par trois conditions essentielles :

1. - Abandonner *explicitement* le concept de révolution, procéder à sa critique et tirer toutes les conséquences de cet abandon ;
2. - Reconnaître *l'impossibilité* d'une société dépourvue de relations de pouvoir et en tirer là aussi les conséquences ;
3. - Reconnaître que toutes les finalités positives ne sont pas forcément compatibles entre elles et en tirer les conclusions.

Si ce que j'ai dit est vrai, c'est évidemment bien dommage, car il était agréable de rêver à une société sans pouvoir, de croire que toutes les valeurs qui nous paraissent positives pouvaient s'arranger en une sorte de bouquet harmonieux et il était effectivement exaltant de vivre en luttant pour la révolution.

Les anarchistes ont été parmi les premiers à proclamer que l'homme devait s'habituer à vivre sans Dieu, même si cela était frustrant et difficile ; aujourd'hui les anarchistes, et les hommes en général, doivent *apprendre à vivre en se passant de la croyance en la révolution*.

Barcelone, septembre 1984.